

Entretien avec Azouz Begag

*Ecrivain, chercheur,
ancien ministre délégué à l'égalité des chances*

Ecarts d'identité : Dans votre livre « Un mouton dans la baignoire », vous racontez comment, sous le coup d'une sorte d'impulsion, pendant une rencontre avec l'ancien premier ministre Mr. Dominique De Villepin, vous lui aviez glissé un mot signifiant votre désir de faire partie de son équipe. Cela vous a valu un poste de ministre délégué à l'égalité des chances dans son gouvernement. Avec du recul, comment vous analysez aujourd'hui cette impulsion ?

Azouz Begag : Derrière cette impulsion, il y avait cette France de février 2003 qui, aux Nations Unies, avait dit non à la guerre en Irak, utilisant son droit de veto contre l'administration Bush et tout ce que représentait la supercherie de cette administration à cette période. Notamment l'invention de l'existence d'armes de destruction massive en Irak. Et je crois que, né en France en 1957,

à Lyon, je ne me suis jamais senti autant fière d'être français et d'appartenir à cette nation que lors de ce discours de Février 2003, prononcé par De Villepin aux Nations Unies. Évidemment, il y avait autant une partie de mon identité arabe, la souveraineté française qui me faisait vibrer derrière cette prise de position, mais aussi le gaullisme, l'indépendance de l'idéal français sur le plan diplomatique, etc. Ce sont tous ces facteurs d'identification, c'est-à-dire mon arabité, ma francité, la fierté d'appartenir à une nation singulière, celle des droits de l'homme, le fait sans doute également que Dominique De Villepin a passé une partie de son enfance au Maroc, etc. Tous ces facteurs conjugués, ont suscité ce soir-là, à Brive La Gaillarde, mon désir de proposer sous forme de plaisanterie au ministre mon désir d'en être. La portée de la politique m'est apparue alors. Je voulais aider Villepin à construire la France de demain, dans la

perspective qu'ouvriraient son discours aux Nations Unies. C'est une perspective qui combine tous les satellites de mon identité autour de son noyau français.

E. I. : Comment tous ces éléments identitaires que vous évoquez se sont combinés avec ou dans le désir de jouer un rôle politique ? Est-ce que ce sont des facteurs de votre singularité personnelle ou est-ce qu'ils comptent dans la manière dont vous vous représentez votre rôle et votre action politique ? Autrement dit, en devenant ministre, est-ce que vous vous êtes senti également porteur d'une responsabilité par rapport aux minorités avec qui vous partagez ces facteurs ? Est-ce que vous vous êtes senti porteur d'une attente de la part de ces minorités ?

A. B. : Depuis 25 ans, depuis les années 1980, les premières grèves de la faim à Lyon, aux Minguettes, contre les expulsions des

jeunes enfants d'immigrés, au nom de la double peine, j'ai toujours milité pour ma communauté d'origine ou d'appartenance. C'est une communauté ethnique, les arabes de France, c'est aussi une communauté territoriale, les banlieues de France, et c'est également une communauté sociale, les arabes des banlieues pauvres de France.

L'ensemble de ces facteurs se combinent. Et, bien entendu, j'ai le sentiment, au moment où je veux jouer un rôle politique, après vingt années d'écriture, de littérature, de voyage dans les bibliothèques et les collèges de France, à la rencontre de centaines de milliers de jeunes et de lycéens à qui je vantais le mérite de la lecture, de l'apprentissage

de la curiosité, de la citoyenneté disait-on alors, de l'intégration disait-on aussi alors, j'ai donc le sentiment lors de cette rencontre avec le premier ministre qu'il fallait passer à une étape supérieure. Parce que j'avais l'impression de ronronner. J'avais vu à peu près tout le paysage,

le paradigme, l'univers des rencontres avec le peuple des jeunes des banlieues et j'avais vu combien la parole était importante dans ces rencontres, combien la façon de toucher avec les mots, avec authenticité et sincérité était fondamentale. Et j'ai senti là qu'il fallait passer à l'étape de l'action politique. Parce que, quand



on est écrivain ou artiste ou associatif, on est dans une action sociale importante certes, mais on ne peut pas bousculer le système par le nerf essentiel qu'est la loi, alors que quand on arrive aux commandes, dans le cockpit de l'avion, quand on a un porte feuille politique, quand on devient ministre

ou secrétaire d'État, on a l'impression que c'est de nous que va dépendre l'avenir de millions de personnes. On est au coeur de la loi. La politique, c'est d'abord l'action et le premier ministre m'avait donné là l'occasion de mener cette action. J'avais l'immense sentiment à ce moment-là d'ouvrir la porte de l'histoire de France... j'ai ainsi porté la loi égalité des chances en mars 2006 à l'Assemblée nationale, ce n'était pas rien...

E. I. : Est-ce que vous avez eu véritablement les moyens de mener cette action qui vous tenait à cœur ?

A. B. : Peu importe ! Nous sommes dans un registre à la fois symbolique et politique qui doit laisser des marques. J'étais persuadé que mon action ne pouvait globalement se résumer qu'au registre symbolique, mais je savais que, pas plus que mon collègue ministre aux PME ou que celui chargé des relations avec le parlement ou de la francophonie, mon

action, pendant deux ou trois ans, n'allait pas transformer radicalement le visage de la politique française. Pourquoi me demande-t-on à moi systématiquement, le seul enfant issu de l'immigration maghrébine, le premier homme non pas débarqué sur la lune mais sur la géopolitique française au niveau gouvernemental, quel a été mon bilan et quels ont été mes moyens ? J'ai le sentiment qu'on me demande toujours à moi de me justifier et pas aux autres trente et un ministres qui compossaient le gouvernement ! Je trouve cela injuste et pour me défendre, je dirai que le passage de la notion d'« intégration » que je trouvais trompeuse, à la notion de « diversité » que je voulais efficace, réelle et plus ouverte à d'autres populations... j'en revendique l'implantation sur le plan du langage, de la représentation, au moins médiatique, et sur le plan du politique. C'est un changement important que d'aucuns tentent aujourd'hui encore de sous-estimer. En vérité, on ne parle plus d'intégration aujourd'hui parce que, pendant deux ans, j'ai martelé jour après jour qu'il fallait désormais penser en terme de diversité. Non pas d'intégration des populations arabes et maghrébines et musulmanes, mais de diversité qui associe

dans la démarche pour l'égalité des chances les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les enfants issus de l'immigration, et d'autres catégories qui sont, à 80 %, éligibles au titre de l'égalité des chances.

Il y a un moment où les individus qui défendent les droits des minorités doivent accepter de porter au niveau supérieur leur parole au risque de prendre des coups, au risque de se voir, dans leur personne, bouleversés par cet engagement politique. Il n'y a pas d'engagement politique sans prix, sans coût personnel. J'ai pour ma part accepté de payer ce prix, avec la garantie en l'occurrence qu'avec le premier ministre et le président Chirac, à qui je donnais ainsi mon quitus, et qui avaient notamment montré du caractère aux Nations Unies, j'étais entre de bonnes mains. Donc, la question des moyens pour moi, c'était de faire comprendre à tous les Français l'idée que ma participation au gouvernement aurait un effet de cliquet. Je l'ai dit et répété plusieurs fois : après moi, dans aucun gouvernement français il ne manquerait de ministres issus de la diversité. Et c'est exactement ce qui est en train de se passer ! Sauf

que je l'ai dit et fait et je savais que ma parole aurait une résonance historique et qu'elle produirait des effets dans l'histoire politique de la France. Et je suis persuadé aujourd'hui encore qu'il y aura dans tous les gouvernements à venir des ministres qui incarneront, pour le meilleur et pour le pire aussi sans doute, cette diversité française. Voilà les portes que j'ai ouvertes, sans parler de la loi Égalité des chances de 2006 qui prévoyait notamment dans les services publics de l'audio-visuel une participation de la diversité, et chaque année établir des rapports l'évolution de cette question. Je signalerais également que j'ai largement participé au développement de la Haute autorité de lutte contre les discriminations, que j'ai dynamisé la charte de la diversité en entreprises en lançant le premier tour de France de la diversité. Mais peut-être que les Français ne s'intéressent pas à la mémoire ? Ils aiment leur président une fois qu'il ne l'est plus.

E. I. : Je reviens sur le sens de ma question qui ne visait pas une justification de votre action politique personnelle. Elle référerait plus exactement aux déboires et obstacles que vous aviez rencontrés lors de cette action, de l'intérieur

même de l'équipe politique dont vous faisiez partie. Ce que par ailleurs vous avez raconté également dans votre livre et qui donnait l'impression que certains de vos collègues à l'époque nourrissaient même un certain mépris à votre égard. Comme si d'une certaine façon, l'acte symbolique même que constituait votre nomination à ce poste et qui était certes très significatif, révélait également le réflexe d'une certaine classe politique qui n'était absolument pas prête à légitimer cet acte, comme si c'était un acte politiquement contre nature.

A. B. : Mon père était maçon et pendant quarante ans, à Lyon, il a jeté le plâtre contre les murs. Son fils, devenu ministre plus tard, a essuyé les plâtres. Parce qu'il essaie de construire un autre mur dans la maison des grands. Et c'est normal que, dans un monde politique, que d'aucuns qualifient d'*establishment*, tous les gens qui ne sont pas issus du milieu, c'est-à-dire qui ne sont pas contrôlables, qui n'ont rien à protéger ou dissimuler, qui ne sont pas riches, qui sont de la société civile, qui ne sont corrompus en aucune façon, peuvent trahir à tout moment. Ils peuvent raconter des vérités. Or, les coulisses de la politique peuvent faire du

mal au gouvernement. Par conséquent, on comprend à travers ces facteurs, que ne peuvent prétendre entrer dans ce milieu que les gens qui sont formatés, parrainés au sens de la notion de parrain, que ceux dont on sait que s'ils peuvent dénoncer quoi que ce soit sur un coup de nerf, ils seraient immédiatement contrôlés parce que eux-mêmes seraient victimes de représailles ou on leur demanderait, au nom de tel ou tel secret bien gardé, de la fermer. Ce qui n'était pas le cas avec moi. Cela me fait penser à un vieux film de Frank Capra, Monsieur Smith au Sénat, qui date de 1946 ou 48 qui raconte l'histoire d'un sénateur incarné par James Stewart, qui était un type sympathique, qui voulait créer je ne sais plus quoi pour tous les enfants des États-Unis et qui avait réservé un immense champ sur un territoire riche en pétrole au Texas mais qui gênait les grandes compagnies qui avaient décidé d'en faire un lieu d'exploitation capitaliste. Et donc, il va se retrouver confronté au monde des puissants et des dollars, puis de la corruption. Voilà, on ne laisse pas faire ceux qui ne sont pas du milieu, cela ne date pas d'aujourd'hui... cela n'empêche pas de se battre. Au contraire.

E. I. : Sauf que là, tu poses le problème sur le plan strict de l'extraction sociale, ouvrière, etc. Ma question concerne, dans cette confrontation, le facteur ethnique également. Est-ce que le fait d'être issu de la communauté algérienne entre en ligne de compte dans cette dé-légitimation ou non ?

A.B.: Absolument. Lorsque, dans un conflit à l'Assemblée nationale, tel ministre me dit « Fissa, fissa toi, dégages d'ici », à l'évidence il faisait référence à un vocabulaire de parachutistes français dans le Djebel du début des années 60. Il me traitait comme un algérien voire comme un fellaga. De la même manière, après avoir déclaré que la colonisation était un viol, et qu'on ne pouvait en aucun cas ignorer ce viol au nom des soi-disant aspects positifs de la colonisation et que cela avait soulevé un tollé dans les rangs UMP, j'apprenais que des collègues avaient demandé ma démission, que certains réclamaient que le « bicot » démissionne. Voilà le genre de vocabulaire qui était utilisé dans les arcanes de la hiérarchie politique française pour me signaler que j'étais un arabe, un musulman, un enfant de l'immigration et qu'ils n'alleraient jamais l'oublier.

Ils voulaient me dire aussi par là qu'une bonne partie de leur électorat n'aimait pas les arabes, notamment dans les banlieues. Avec les arabes, mais aussi les musulmans, et que si tout d'un coup je me mettais à défendre ces arabes et ces musulmans, en défendant notamment cette idée saugrenue de créer des brigades anti-discrimination dans la police nationale, être l'avocat des «coupables», cela ne marchera pas auprès de leur électoralat. A ce moment-là je n'avais que deux possibilités : soit je me fondais dans leur vision raciste et je jouais le rôle de l'arabe de service, rasais les murs et gardais fermée la bouche, soit je me heurtais au système dont certains allaient chercher coûte que coûte les voix du Front national sur des facteurs xénophobes, essentiellement islamophobes. Rappelez-vous les déclarations sur le fait que la France n'est pas le pays où on égorgue les moutons dans les baignoires des appartements, de la polygamie et de l'excision des filles.

E. I. : D'où le titre de votre livre.

A. B. : Exactement ! Trois facteurs signalés par le candidat d'alors à l'élection présidentielle : le mouton, la polygamie et l'excision. Aucun autre facteur

n'était retenu : la fraude fiscale, la délocalisation des entreprises ou même l'insulte au drapeau, non, le propos visait directement les populations musulmanes maghrébine et africaine et, dans cette désignation, c'est l'élément masculin de cette population, supposé responsable de ces actes qui était désigné prioritairement. A ce moment-là, je n'en pouvais plus. C'était la rupture définitive et je décidai de publier ce livre « Un mouton dans la baignoire » et de démissionner du gouvernement. J'étais arrivé au bout de mon engagement. D'autant plus que mon mentor ne s'exprimait plus, c'est comme s'il avait abandonné le combat.

E. I. : Comment vous expliquez alors que, dans le gouvernement suivant, il y a eu nomination de ministres et secrétaires d'État issus de ces mêmes communautés ?

A. B. : D'une part par le fait, comme je disais, que la participation de la diversité à tous les gouvernements est désormais inéluctable et nécessaire. J'ai ouverte la porte, d'autres ont mis le pied dedans pour en profiter. Les musulmans notamment pèsent désormais lourd. D'autre part, si on regarde de plus près, le fait de ne nommer que des femmes est un message clair : on veut

dire que l'intégration de ces musulmans passe par les femmes. Ce gouvernement a féminisé explicitement et symboliquement l'élite politique dite musulmane. Et cette élite a dû avaler mille couleuvres sans broncher. Y compris défendre un ministre condamné par la justice pour injures raciales ! C'est un nouveau discours sur les minorités qui demande en quelque sorte à ces minorités de devenir invisibles et surtout silencieuses, de raser les murs comme dans les années 50. Ce sont des « travailleuses immigrées » non plus dans les usines, mais en politique.

E. I. : Arrêtons-nous un peu sur ce point important : vous dites que, dorénavant il n'y aurait pas un gouvernement sans qu'il y ait dedans des « représentants » de la diversité, et, en même temps, qu'il y a une instrumentation extraordinaire de ces « représentants ». Est-ce qu'on serait là dans un paradoxe où, quand on est issu des minorités, on serait acculé dans le champ politique à ne jouer qu'un rôle d'alibi ? Est-ce que cela vous semble caractériser une sorte de sensibilité de la classe politique française ?

A. B. : Le gros paradoxe de ce qu'on appelait le modèle français d'intégration républicaine,

c'est le télescopage entre l'idée d'individu et celle de communauté. Le mot communauté est angoissant en France. Dans l'imaginaire collectif, depuis la révolution toute forme de communauté paraît comme une offense. Seul l'individu, de par son droit de vote personnel, peut avoir accès à l'État ou à l'assemblée nationale. Il élit. *One man one vote.* La France a toujours été prisonnière de cette ambiguïté entre l'individu et la communauté, elle s'est toujours sentie l'obligation de dénier la moindre influence des dites communautés dans l'organisation politique, sauf pour les communautés des riches ou bien les communautés religieuses ou professionnelles ou de syndicats ou de certaines ethnies. Ce pays a toujours navigué, depuis 1789, dans cette confusion sans jamais la régler. Je pense que la question de l'immigration et de l'intégration des minorités, qui est en fait un miroir dans lequel se reflète les contradictions de la société française globale, révèle aujourd'hui que ce paradoxe entre individu et communauté n'a toujours pas été réglé. Et qu'il est en crise aigüe. On peut considérer par exemple qu'il y a, sur les 64 millions d'habitants, une bonne dizaine de millions qui, peu ou prou, a quelque

chose à voir avec les arabes ou avec l'islam, qui ne sont pas représentés dans la «représentation nationale», à l'Assemblée, puisque sur 577 députés il n'y en a aucun. Ce qui est quand même une remarquable absence ! Par conséquent, on peut concevoir qu'il y a paradoxalement au gouvernement des personnes d'origine maghrébines qui ne sont pas, elles, dans la représentation politique mais dans la «présentation». On dit d'elles par exemple qu'«elles présentent bien». C'est-à-dire que, par rapport à l'assemblée nationale où on doit représenter politiquement des électeurs, on a en face, un gouvernement qui nous présente des secrétaires d'Etat, toujours des femmes, qu'il choisit à sa guise. Comme si la nomination de personnes issues des communautés relevait de la communication politique et non pas de l'action politique qu'il faudrait mener pour transformer véritablement les choses. Donc, d'un côté on représente et là il n'y a aucun représentant issu des communautés maghrébines par exemple, et puis une fois un premier ministre nommé, la bonne volonté du «roi de France» veut bien concéder que les communautés ethniques soient présentées par des

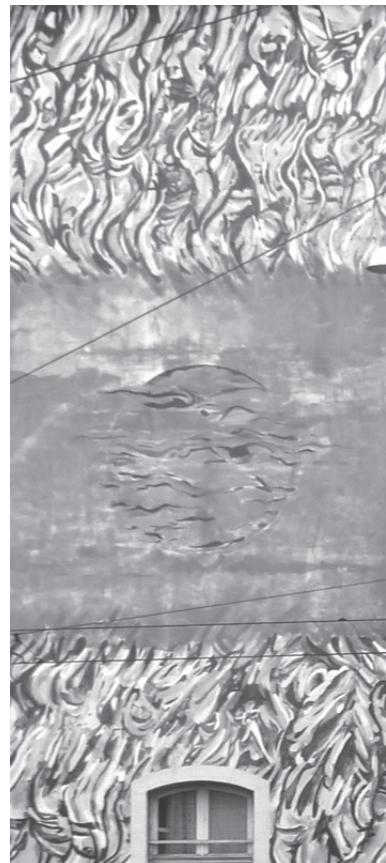
personnes présentables. Il y a quelque chose d'humiliant dans cette façon d'agir. Voilà pourquoi, tant que cette question d'organisation politique, tant que cette question de la représentation n'est pas réglée, tant que ce fossé énorme entre la représentation dite nationale et la France concrète n'est pas posé, la question des minorités sera toujours le miroir dans lequel se reflèteront les contradictions que je viens d'évoquer. Aujourd'hui, il faut faire une croix sur «le modèle français d'intégration». Mais j'ai comme l'impression, hélas, qu'on attend qu'un cataclysme, qu'une violence secoue toute la société avant de s'asseoir sérieusement autour du problème et de réfléchir à un avenir dans la diversité digne de la France. C'est comme si, dans un carrefour, on attend qu'il y ait des morts avant de décider d'y installer des feux tricolores. Tant qu'il n'y a pas de catastrophes, on laisse le hasard décider. Ou le Roi. C'est très français. On laisse le mythe du passé se reproduire, sous les mêmes rapports. Nous sommes en 2011 bientôt et plus que jamais, la question de la faute à l'autre est alimentée par les démagogies politiques. La France identitaire est magnifiée. Au front, la guerre du halal contre le

porc fait rage. La peur a un bel avenir devant elle.

E. I. : Est-ce que vous pensez que l'événement qu'a constituée l'élection de Barak Obama aux États-Unis a amené quelque chose au niveau de la société politique, une accélération de la prise de conscience par exemple sur l'urgence que constitue aujourd'hui cette question au niveau de la France et de l'Europe plus généralement, ou est-ce que, puisque vous connaissez bien aussi les États-Unis, ce sont des dynamiques et des histoires qui n'ont rien à voir les unes avec les autres.

A. B. : Tout ce qui se passe en France s'est déjà passé aux États Unis 30 ou 40 ans auparavant. Donc, nous sommes les États-Unis mais avec 30 ou 40 ans de retard à chaque fois. Il ne faut pas oublier que le 6 avril 1968, Martin Luther King a été assassiné à Memphis Tennessee et pratiquement 40 ans plus tard, en 2008, un noir a été élu président des États-Unis. En 1963, des émeutes sanglantes ont eu lieu à Los Angeles, 45 morts, des centaines de millions de dégâts, puis des émeutes se sont déclenchées dans d'autres États et quartiers jusqu'en 1965. 40 ans plus tard en France, en 2005, j'étais alors ministre, des violences inouïes dans

l'histoire de France se sont produites dans toutes les banlieues. Un embrasement à la suite de la mort de Ziyad et Bouna à Clichy sous Bois. J'ai le sentiment que les morts qui se sont produites aux États-Unis il y a 50 ans risquent de se produire chez nous aussi et vont contribuer à focaliser la tension et l'avenir de ce pays sur cette question. J'insiste sur ce fait : oui nous reproduisons ce qui se passe aux États Unis. Il y aura par exemple dans les années à venir une *middle class* arabe, black, etc. qui sera parfaitement intégrée dans le système et qui vivra à côté de l'*undergroud class*, ceux qui sont tout en bas, sans trop de perspectives. Mais ces classes moyennes issues des minorités maghrébines et musulmanes, contribueront à leur tour à faire en sorte que le système tienne la route, plus ou moins, et essayeront de jouer à leur tour les stabilisateurs. Aujourd'hui, dans l'État de l'Alabama, il y a une extrême pauvreté avec des morts et des démunis à chaque inondation parmi la communauté noire. Mais ailleurs dans le pays, on connaît les brillantes réussites de cette communauté. Cela laisse penser que dans cette société, il y a ceux qui ont l'argent et ceux qui n'en ont pas. L'emprise



de la logique capitaliste est binaire, mais c'est un moyen puissant pour la société américaine de tenir les chocs et qui fait que ceux qui n'ont rien ne remettent pas en cause fondamentalement le système. Il m'apparaît que nous sommes entrés dans ce schéma en France. La classe moyenne issue des minorités qui est en constitution n'aura pas plus d'intérêt à ce que le système explose. Il feront peut-être juste que, dans l'ascenseur social montent un peu plus de gens et ils

participeront certainement eux-mêmes à la sélection de ceux qui seront choisis pour monter. Les «clubs» existent déjà ici et là, à Paris, Lyon... On a changé d'époque par rapport au temps de la discrimination positive. Que dit Obama aujourd'hui par exemple, qui est contre l'*affirmative action*, aux Blacks qui ont voté pour lui majoritairement ? Qu'il est opposé à l'*affirmative action* pour la simple raison qu'il ne faut pas donner l'impression à tous les Blancs, qu'elle que soit leur origine, que parce qu'ils sont blancs ils sont pénalisés et que parce les Noirs sont noirs, ils sont aidés pour accéder aux meilleures universités, avoir des bourses, etc. Lui-même, dit-il, il a deux filles et il considère qu'elles ne doivent pas profiter d'une quelconque mesure d'*affirmative action* parce que leurs parents sont riches. Noirs mais riches.

E. I. : Ceci dit, il a bien fallu quand même passer par l'*affirmative action* pour que la possibilité même d'un ascenseur existe pour les Noirs dans une société américaine qui était structurée auparavant par la ségrégation totale entre Noirs et Blancs.

A. B. : Absolument ! C'était une étape.

E. I. : Alors, comme vous disiez qu'il y a toujours un décalage de 30 ou 40 ans entre ce qui se passe aux États Unis et ce qui se passe en France voire en Europe, est-ce que vous estimez qu'il faille, et je pense plus exactement ici au rôle des partis politiques, que ceux-ci intègrent dans leurs stratégies quelque chose de l'ordre d'une *affirmative action* pour faire bouger les choses ou faciliter la constitution d'une classe moyenne ou des élites issues des minorités ?

A. B. : C'est ce qui se passe en quelque sorte. Vous posez la question à un homme qui était tête de liste aux élections régionales pour le Mouvement démocrate. C'était la première fois dans l'histoire des Régionales en France qu'un enfant d'Algériens, d'Arabes, était tête de liste. Jamais cela ne s'était produit avant. J'ai eu l'impression que ce parti, avec ma personne et, en Ile de France, une autre tête de liste Black, Alain Dolium, avait fait un pas dans l'histoire de France. Il fallait le faire et ce n'était pas gagné. Le risque était grand, mais l'intérêt était tout aussi grand de s'ouvrir à de nouveaux électeurs. Le résultat était électoralement mauvais parce qu'il n'y a pas eu d'effet d'émulation. J'en tire surtout comme

conclusion, sur le plan personnel, qu'il n'y a pas ou qu'il n'y a pas encore, dans ce pays de vote ethnique et en particulier de vote arabo-musulman. C'est un facteur qui brouille les pistes aujourd'hui. D'autant plus que, quand vous savez que 80 % des gens, dans une élection régionale, ignorent ce qu'est un Conseil régional, vous comprenez que la question ethnique dans cette immense ignorance politique devient quasi insignifiante. Par contre, ce qui n'est pas insignifiant c'est l'immense fossé qui existe entre le fonctionnement de la politique et les gens du peuple. Quand je parle des minorités comme miroir qui révèle les contradictions du système politique, j'évoque cet immense écart qui sépare le système politique de la réalité quotidienne des gens qui, eux payent des impôts mais ignorent qu'ils alimentent directement les caisses du Conseil régional. La conséquence grave de ce fossé est la mise en place d'une sorte de clientélisme politique. Ceux qui payent mais ne savent pas profitent moins du système, en termes de subventions, d'aides, de bourses, etc. que ceux qui savent. Mais comment changer cela ? On ne peut pas faire le bonheur des gens contre leur gré ■